



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/894  
26 avril 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

Quarante-neuvième session  
Point 164 de l'ordre du jour

ÉLECTION DES JUGES DU TRIBUNAL CRIMINEL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS PRÉSUMÉS RESPONSABLES DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE LE 1er JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 1994

Notices biographiques des candidats retenus par le Conseil de sécurité sur la liste des candidats proposés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une Mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	2
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES . . . . .	3
M. Lennart ASPEGREN (Suède) . . . . .	3
M. Kevin HAUGH (Irlande) . . . . .	6
M. Laïty KAMA (Sénégal) . . . . .	7
M. T. H. KHAN (Bangladesh) . . . . .	9
M. Wamulungwe MAINGA (Zambie) . . . . .	11
M. Yakov Arkadievich OSTROVSKY (Fédération de Russie) . . . . .	14
Mme Navanethem PILLAY (Afrique du Sud) . . . . .	17
M. Edilbert RAZAFINDRALAMBO (Madagascar) . . . . .	21
M. William Hussein SEKULE (République-Unie de Tanzanie) . . . . .	26
Mme Anne Marie STOLZ (Norvège) . . . . .	28
M. Jiri TOMAN (République tchèque/Suisse) . . . . .	29

M. Lloyd George WILLIAMS (Jamaïque/Saint-Kitts-et-Nevis) . . . .	39
--	----

## I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale les notices biographiques des candidats retenus par le Conseil de sécurité sur la liste des candidats proposés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une Mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies aux fins de l'élection des juges siégeant aux chambres du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. On trouvera dans le mémorandum du Secrétaire général publié sous la cote A/49/893 la liste des candidats proposés présentés aux fins de cette élection ainsi que la procédure de vote qui doit être suivie par l'Assemblée générale à cet effet.

## II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

Lennart ASPEGREN  
(Suède)

Fonctions actuelles : Juge auprès de la Cour suprême des assurances sociales; sous-secrétaire aux affaires internationales et juridiques; juge auprès de la Cour d'appel

Principaux domaines d'activité : Droit et gestion des affaires publiques, notamment relations du travail dans le secteur public et réforme réglementaire

Adresse (jusqu'au 30 juin 1995) : Försäkringsoverdomstolen,  
P.O. Box 162 95, S-103 25 STOCKHOLM, Suède

Téléphone : 46 8 791 52 02 (bureau); 46 8 641 10 50 (domicile)

Télécopie : 46 8 791 52 20 (bureau)

### Études universitaires

Né en 1931, M. Aspegren est titulaire d'un diplôme de droit (Jur. Kand., LL.M.) de la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Stockholm (1958). Il a également étudié la science politique et l'économie internationales à Stockholm et le droit international à l'American University de Beyrouth, Liban.

### Langues étrangères

M. Aspegren parle couramment le français, qui est sa deuxième langue maternelle, et l'anglais. Il parle également espagnol, allemand et italien.

### Expérience professionnelle

Magistrat de la justice suédoise depuis 1958, M. Aspegren a exercé les fonctions de juge auprès de plusieurs tribunaux, au civil et au pénal. En 1979, il a été nommé juge auprès de la Cour d'appel de Stockholm.

À partir de 1969, il a été détaché comme conseiller juridique du gouvernement, principalement auprès du Ministère des finances. En 1979, il a été nommé sous-secrétaire aux affaires juridiques, poste qu'il occupe depuis cette date, et, en 1983, a été appelé au Ministère de l'administration publique (Civildepartementet). À ce titre, il dirige le secrétariat juridique du Ministère et est responsable de la rédaction de nombreux textes de droit public (lois, décrets et règlements, etc.). Haut fonctionnaire, M. Aspegren relève directement du Conseil des ministres. En 1991, il a été ajouté à ses fonctions celle de sous-secrétaire aux affaires internationales, notamment chargé des relations avec la Communauté européenne. Du 1er décembre 1992 au 31 décembre 1993, M. Aspegren a effectué une mission au Ministère de la justice

comme Émissaire spécial chargé de coordonner l'assistance juridique à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie.

Du 1er janvier 1994 au 30 juin 1995, M. Aspegren a été nommé juge de la Cour suprême des assurances sociales.

Depuis 1980, il est juge auprès de la Cour du travail.

M. Aspegren a également été membre de diverses commissions et conseils d'administration. De 1992 à 1995, il a assumé la présidence de plusieurs comités gouvernementaux d'enquête sur des questions telles que la fonction publique suédoise et ses compétences européennes, les magasins groupés en un seul point de vente et les conditions de service de la fonction publique européenne suédoise.

En avril 1995, il a été nommé Rapporteur spécial d'un projet bilatéral de réforme du système judiciaire sud-africain.

#### Expérience internationale

Au cours des années 70, M. Aspegren a effectué plusieurs missions relatives aux droits de l'homme pour le compte d'Amnesty International (Londres). Ces missions l'ont mené en Bolivie, en Grèce, au Maroc, en Tunisie et en Yougoslavie. Il a également participé, pour le compte du Conseil mondial des églises (Genève), à la délégation internationale d'observateurs aux élections générales de 1978 en Bolivie.

Par la suite, il a représenté son gouvernement lors de négociations, ou de contacts officiels avec d'autres gouvernements, avec l'Organisation internationale du Travail (Genève), l'OCDE (Paris) et la Commission européenne (Bruxelles).

Il a également contribué aux travaux d'organismes tels que la Société internationale de droit du travail et de sécurité sociale (Genève), l'Institut international des sciences administratives (Genève), le Groupe européen d'administration publique (Bruxelles, Amsterdam), la Fondation européenne pour le management (Bruxelles), l'American Society for Public Administration (Washington, D. C.), la Nordic Administrative Federation (Copenhague) et les Nordic Lawyers' Meetings (Stockholm).

De 1989 à 1992, M. Aspegren a été Vice-Président du Comité sur la gestion publique de l'OCDE. En tant qu'expert juridique, il a effectué des missions pour l'OIT en Israël (1979) et pour l'OCDE en Turquie (1985) et au Portugal (1991 et 1994). Il a également été invité par le Gouvernement français à titre d'expert à la convention nationale sur le renouveau du service public qui s'est tenue à Paris en 1980.

En tant que consultant du PNUD, M. Aspegren a présidé la mission du programme de renforcement des capacités de gestion qui a remis en juillet 1990 un rapport intitulé "Public Sector Management Improvement in Tanzania" (URT/90/506). La même année, il a également participé en tant qu'expert au

Symposium international de Beijing sur le développement des ressources humaines dans les années 90, parrainé par le PNUD.

#### Publications

M. Aspegren a publié de nombreux ouvrages et articles, en suédois et en anglais, particulièrement dans le domaine de l'emploi dans le secteur public et de la gestion des affaires publiques, comme par exemple Public Employment in Sweden (Ds B, 1978:4), Responsiveness in the Swedish Public Service (Statens Institut för Personal Utveckling, 1988) et The Safeguards for Public Interests during Labour Conflicts (dans "grèves et services essentiels", Canada, 1994).

Il a récemment publié, en association avec un autre auteur, un ouvrage sur la fonction publique (Statlig anställning, Publica, 1994).

#### Situation de famille

M. Aspegren habite Stockholm. Il est marié et père de deux fils.

Kevin HAUGH  
(Irlande)

Né le 1er juin 1944

Études universitaires

National University of Ireland – Diplôme de Bachelor of Civil Law  
(licence en droit civil)

Avocat au barreau de Dublin (King's Inns)

Expérience professionnelle

1966 Inscription au barreau irlandais

1983 Inscription à l'Inner Bar en tant qu'avocat principal (Senior Counsel)

A exercé principalement dans la circonscription de Dublin (droit civil général) et s'est spécialisé en droit pénal plaidant à la fois pour le Ministère public et pour la défense devant les tribunaux ordinaires et, au pénal, devant la Chambre pénale spéciale qui connaît principalement des délits contre l'État.

Membre du General Council of the Bar of Ireland (Conseil général du barreau irlandais)

Depuis 1989 Président de l'Office des mines (Mining Board)

Président d'une commission d'enquête sur les contrats de consultants

Membre de la Commission consultative auprès du Ministre de la justice sur l'utilisation d'enregistrements sonores et audio-visuels lors de l'interrogation des suspects en garde à vue.

Marié, trois enfants

Laïty KAMA  
(Sénégal)

Né le 22 novembre 1939 à Dakar. Magistrat, présentement Premier Avocat général près la Cour de cassation (Dakar).

#### Études primaires

École de Médina à Dakar.

#### Études secondaires

Lycée Delafosse puis lycée Van Vollenhoven à Dakar avec baccalauréat en 1962.

#### Études supérieures

Faculté de Dakar puis à la faculté de droit de Paris Panthéon.

Licence en droit en 1967.

Diplômé d'études supérieures de droit privé en 1969.

Inscrit parallèlement au Centre national d'études judiciaires à Paris avec obtention en avril 1969 du diplôme d'aptitude à la profession de magistrat.

#### Carrière professionnelle

1969-1973 : Successivement à Diourbel, substitut du Procureur de la République de juillet 1969 à décembre 1969 et juge d'instruction de décembre 1969 à mars 1973.

Mars 1973-mars 1974 : Substitut du Procureur au Tribunal de première instance hors classe de Dakar.

Mars 1974-1977 : Procureur de la République à Thiès (Sénégal).

#### Activités nationales

Membre de l'Union des magistrats sénégalais, depuis sa création en 1968, et Président de l'Association sénégalaise de droit pénal, groupe national de l'Association internationale de droit pénal.

#### Activités internationales

Membre de la délégation du Sénégal lors des négociations à New York au sujet de la Convention sur le droit de la mer.

Membre de la délégation sénégalaise à la Commission des droits de l'homme à Genève de 1983 à 1990. A participé à ce titre aux négociations finales au sujet de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.



A présenté devant le Comité contre la torture, en 1991, le premier rapport périodique du Sénégal.

Pour le compte du Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat des Nations Unies, à Genève, a animé au Caire en 1991, puis à Bujumbura en avril 1993, en compagnie d'autres personnes ressources, un séminaire sur les droits de l'homme et l'administration de la justice.

Pour le compte de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), a animé un séminaire sur le même thème à Kigali en 1991, et pour l'Association arabe des droits de l'homme, à Tunis (1991).

Expert consultant du Centre pour les droits de l'homme à Genève depuis septembre 1992.

À ce titre, a effectué une mission d'évaluation des besoins en matière d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, successivement au Bénin du 19 au 26 octobre 1992 et au Burundi du 16 au 22 avril 1993. Du 12 au 18 septembre 1994, mission de suivi et de consultation avec le Gouvernement burundais au sujet de la formation des magistrats.

Expert représentant l'Afrique au Groupe de travail sur la détention arbitraire de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, depuis son premier mandat (1991-1994). Mandat qui vient d'être renouvelé pour une nouvelle période de trois ans par la Commission lors de sa dernière session (janvier-mars 1994), à Genève.

#### Publications et communications

##### 1. Au Sénégal

"La condition des étrangers au Sénégal", in Revue internationale de droit et de coopération.

"De la procédure en matière de répression des détournements des deniers publics au Sénégal", in Revue sénégalaise de droit.

##### 2. Pour le compte du Centre pour les droits de l'homme à Genève

"Les garanties procédurales durant l'instruction et le procès", Séminaire du Caire (juillet 1991) sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice".

"La prévention de la torture", même séminaire.

##### 3. Autres communications

"Réflexions sur un système africain de prévention de la torture", Séminaire de Tunis (novembre 1991) sur l'administration pénitentiaire et les droits de l'homme.

"L'indépendance du pouvoir judiciaire et les normes internationales en la matière", Séminaire de formation des magistrats dans le domaine des droits de l'homme, Kigali, avril 1992.

T. H. KHAN  
(Bangladesh)

Né le 30 novembre 1925.

Études universitaires

Diplôme de philosophie, avec mention, de l'Université de Dhaka (1945).  
Master's degree (Mastère) en philosophie l'année suivante.

Bachelor of Law (licencié en droit) de l'Université de Dhaka, 1950.

Expérience professionnelle

Mars 1951 : Avocat auprès de la Haute Cour de l'ancien Pakistan oriental.

1956 : Avocat auprès de la Cour suprême du Pakistan. Avocat principal en 1982.

Nommé, en 1964, avocat consultant auprès du Gouvernement [Senior Government Pleader (GP)].

Avocat général par intérim du Pakistan oriental en 1965-1966.

En mars 1969, appelé aux fonctions de juge de la Haute Cour du Pakistan oriental.

En janvier 1972, M. Khan a pris sa retraite de juge.

En juillet 1973, il a repris l'exercice de la profession d'avocat en tant qu'avocat principal (Senior Counsel) auprès de la Cour suprême du Bangladesh. Conseiller juridique auprès de plusieurs organismes publics, sociétés et institutions privées et sociétés commerciales.

Élu président de l'Association des avocats de la Cour suprême, qui est la plus prestigieuse association de juristes du Bangladesh, en 1978-1979 et en 1995.

Élu membre du Parlement en février 1979.

Ministre des affaires juridiques et des affaires parlementaires du Gouvernement de la République populaire du Bangladesh en 1981, puis, simultanément, Ministre de l'administration et de la réforme foncière et Ministre de l'information et de la télévision. Est actuellement Ministre de l'éducation, des sports et de la culture, depuis 1982, Ministre des affaires religieuses.

A dirigé la délégation du Bangladesh à la Conférence de la Commonwealth Parliamentary Union qui s'est tenue à Lusaka (Zambie) en 1980.

Élu, en 1992, membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités du Comité des droits de l'homme des Nations Unies.

En 1992 et 1994, il a participé aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que membre de la délégation du Bangladesh.

M. Khan a enseigné la philosophie à Jagannath University College, Dhaka, au début des années 50. Il a également enseigné le droit à l'Université de Dhaka de 1952 à 1954 et a été membre du jury de la faculté de droit jusqu'au début des années 60.

M. Khan a été membre du Sénat et des syndicats de plusieurs universités nationales. Il est actuellement membre du syndicat de l'Université agricole du Bangladesh et membre du Conseil des gouverneurs de l'Université pour tous (Open University) du Bangladesh.

Trésorier honoraire de la Société du Croissant-Rouge du Bangladesh de 1977 à 1982. Membre honoraire de la Société du Croissant-Rouge. Membre du Conseil de l'hôpital Sainte-Famille de la Croix-Rouge (Holy Family Red Cross Hospital) de 1977 à 1982.

Membre fondateur du Forum des juristes nationalistes du Bangladesh depuis 1991.

M. Khan a fait de nombreux voyages en Europe, en Amérique, en Afrique et au Moyen-Orient, où il a participé à plusieurs séminaires et conférences.

Il est marié et père de trois fils et d'une fille.

Wamulungwe MAINGA  
(Zambie)

Né le 22 janvier 1944 à Mongu (Zambie). Marié, trois enfants.

Qualifications

Décembre 1963	Cambridge School Certificate, École secondaire de Mongu (Zambie)
Décembre 1965	Cambridge Higher School Certificate, École secondaire de Munali (Zambie)
Décembre 1966	Reçu à la première partie des examens d'admission au barreau, École de droit de Lusaka (Zambie)
Mai 1966	Admis comme membre de l'Honorable Society of Gray's Inn (Institut d'études judiciaires)
Novembre 1969	Admis à plaider "en deçà" du barreau par l'Honorable Society of Gray's Inn
1969	Reçu au stage final de formation pratique supérieure du Council of Legal Education, Londres
Octobre 1973	Admis comme avocat par le Président de la Haute Cour de la République de Zambie

Activités et associations professionnelles

Honorable Society of Gray's Inn, Londres  
Law Association of Zambia  
Société internationale de droit humanitaire, Bruxelles  
Croix-Rouge zambienne (Président de section)  
Zambia Mental Health Association

Commissions et comités

1972	Commission des recours
1972-1976	Commission permanente (accidents)
1972-1978	Commission zambienne de censure pour les oeuvres cinématographiques et théâtrales
1978-1979	Commission zambienne des eaux

Commission des terres agricoles

Commission d'attribution des petites concessions agricoles, commerciales et résidentielles (Président)

1972-1977 Commission mixte Yougoslavie-Zambie de coopération technique, scientifique et culturelle (Secrétaire)

1977-1978 Commission mixte Tanzanie-Zambie de coopération technique, scientifique et culturelle

Fonctions occupées

Février 1970 Incorporé dans l'armée zambienne comme officier et en tant que juriste (Service administratif)

Novembre 1971-  
mars 1980 Senior State Advocate (Procureur général)  
Ministry of Legal Affairs (Ministère de la justice)  
Attributions : engager des poursuites pénales devant les juridictions inférieures et la Haute Cour. Représenter l'État au pénal en appel et devant les juridictions supérieures. Conduire des actions au civil pour et contre l'État.

Department of Legal Aid (Service d'assistance judiciaire)  
Attributions : représenter les personnes sans ressources dans des procès au pénal devant les juridictions inférieures et la Haute Cour ainsi qu'en appel devant les juridictions supérieures. Représenter les personnes sans ressources dans des procédures civiles, demandes de dommages et intérêts, différends matrimoniaux et litiges fonciers.

Commissioner of Lands, Lands Department (Directeur des affaires foncières, Administration des domaines)  
Attributions : administration des terres sur tout le territoire de la République; allocation de terres à des fins commerciales, agricoles ou résidentielles; supervision du Lands and Deeds Registry (Cadastré et registre des hypothèques et actes de propriété); supervision et gestion de tous les biens immobiliers de l'État, y compris en location.

Director of Legal Services (Directeur des services juridiques) des forces nationales de défense de la République de Zambie (comprenant l'armée de terre, l'armée de l'air, le Service national, la garde territoriale et les unités auxiliaires de cadets des armées de terre et de l'air)  
Attributions : préparation de procès en cour martiale; conseils juridiques au commandement militaire;

/...

négociation de contrats pour l'achat de matériel militaire et pour des travaux de construction; représentation légale devant les tribunaux dans toute procédure impliquant les forces de défense comme parties au litige; assistance aux officiers subalternes exerçant des fonctions de commandement (chefs de corps et d'unité); cours de droit militaire à l'école.

Mars 1980 à ce jour

Juge à la Haute Cour de Zambie

Attributions : conduite en première instance et en appel de procédures civiles et pénales relevant de juridictions inférieures. En matière civile, la fonction englobe les successions et tutelles, les divorces, le droit familial, le droit constitutionnel, les demandes d'invalidation d'élections, les conflits du travail, les demandes de référés, les assignations en référé et les adoptions.

Participation à des séminaires internationaux

Séminaire sur le droit international et les institutions militaires, Institut de droit humanitaire international, San Remo (Italie), 1972.

Séminaire africain sur le droit humanitaire international, Université du Cameroun et Institut Henry-Dunant (Suisse), Yaoundé, 1979.

Tournée éducative d'institutions judiciaires et pénales dans les États de Washington, de Californie, du Nevada, d'Illinois et du Massachusetts, Information Agency des États-Unis (US/IA); Bureau of Educational and Cultural Affairs, 1986.

Commonwealth Lawyers Conference, Auckland (Nouvelle-Zélande), 1990.

Dixième Conference on Judicial Independence through Judicial Education, Commonwealth Magistrates and Judges Association, Victoria Falls (Zimbabwe), 21-27 août 1994.

Yakov Arkadievich OSTROVSKY  
(Fédération de Russie)

Né en 1927. Marié, une fille.

Situation actuelle

Premier Vice-Directeur, Département des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, docteur en droit, professeur de droit international à l'Institut d'État de Moscou pour les relations internationales.

Membre du Conseil scientifique de l'Institut autonome de droit international de Moscou.

Membre du Conseil de l'Association de droit international de Moscou.

Consultant pour le droit international public et le droit humanitaire auprès de la Cour constitutionnelle et de la Cour suprême de la Fédération de Russie.

Activités actuelles

Participation comme chef ou membre de délégation à des conférences ou autres forums internationaux sur divers aspects et problèmes de droit international – notamment les questions concernant le droit humanitaire et les droits de l'homme – comme, par exemple, aux réunions d'experts sur l'application et l'efficacité de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (La Haye, 5-7 juillet 1993; Paris, 28 novembre-2 décembre 1994), à la réunion préparatoire de la Conférence internationale pour la protection des victimes de la guerre (Genève, février 1993) et aux entretiens bilatéraux organisés en vue de la préparation de traités sur l'assistance judiciaire, l'extradition, les activités antiterroristes et la prévention de la contrebande de stupéfiants ainsi que sur l'abolition du racisme et du génocide.

Affectations antérieures

1950-1960 Section des affaires juridiques et des traités, Ministère des affaires étrangères de l'URSS.

1960-1966 Chef du Service des problèmes juridiques et sociaux, Mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Participation aux travaux des Troisième et Sixième Commissions de l'Assemblée générale.

Participation à l'élaboration de pactes internationaux et autres instruments concernant les droits de l'homme ainsi que le droit humanitaire.

Représentation de l'URSS à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

1966-1970 Vice-Directeur du Département du droit international au Ministère des affaires étrangères de l'URSS.

Travail dans une large gamme de problèmes de droit international, en particulier dans le domaine des droits de l'homme. Participation à ce sujet aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et d'autres forums internationaux.

Représentation de l'URSS à la vingt-troisième session de la Commission des droits de l'homme (1967).

Chef de la délégation de l'URSS à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968).

1970-1975 Ministre conseiller à l'ambassade d'URSS en Italie.

1975-1981 Chef adjoint de la Première Section européenne au Ministère des affaires étrangères de l'URSS.

1981-1987 Représentant permanent adjoint de l'URSS auprès de l'UNESCO.

Un des principaux domaines d'activité a été la prévention de la discrimination en ce qui concerne l'éducation, la science et la culture.

1987 à ce jour Premier Vice-Directeur du Département des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères.

#### Formation juridique

Diplômé de la Faculté de droit international de l'Institut des relations internationales de Moscou (1950).

Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye (1957).

#### Publications

Un certain nombre d'études scientifiques, parmi lesquelles L'Organisation des Nations Unies et les droits de l'homme (Mezdunarodnyie Otnosheniya, éd., Moscou, 1968) (en russe), et Le droit international et la lutte internationale contre la criminalité (Mezdunarodnyie Otnosheniya, éd., Moscou, 1994) (en russe).

Plus de 100 articles sur différentes questions de droit international, notamment le droit humanitaire, les droits de l'homme et la lutte contre les manifestations du racisme, la discrimination et le génocide.



Distinctions et décorations

Deux ordres et deux médailles.

Connaissances linguistiques

Russe (langue maternelle), anglais, français (couramment).

Navanethem PILLAY  
(Afrique du Sud)

Domicile : 16, Lavery Crescent, Overport, Durban

Numéro de téléphone : Privé – (031) 282851  
Bureau – (031) 3010825

Télécopie : (031) 3074605

État civil : mariée (Gaby Pillay), deux filles

Titres universitaires

B. A. LLB (Université de Natal) 1963-1965

L.L.M. (Harvard), 1982

S.J.D. (Docteur en sciences juridiques) (Harvard), 1988

Activités professionnelles

Associée principale d'un cabinet juridique (1967-1995)

Avocate à la Cour suprême d'Afrique du Sud

Notaire à la Cour suprême d'Afrique du Sud

Chargée de cours à l'Université de Natal (Département de droit public, 1989)

Actuellement :

Juge par intérim à la Cour suprême d'Afrique du Sud, 31 mars 1995

Pratique du droit :

Navanethem Pillay & Associés, avocats et notaires  
101 Dinvir Centre  
123 Field Street, Durban, 4001  
ou Boîte postale 4592, Durban, 4000

Réalisations et distinctions

Première femme noire à entreprendre la pratique du droit au Natal (1967)

Bourse attribuée par l'Université Harvard pour poursuivre des études supérieures à Harvard (1981)

Premier ressortissant sud-africain à recevoir un doctorat en droit de l'École de droit de Harvard (1988)

Bourse d'études supérieures de la Natal Law Society (1988)

Women's Bureau of South Africa – Certificat de mérite pour services exceptionnels rendus à la communauté sud-africaine (novembre 1993)

Premier avocat et première femme noire à être nommée juge à la Cour suprême d'Afrique du Sud

Spécialisation professionnelle

1. Rapport pour la Natal Law Society : représentation devant la Commission juridique sur les témoignages d'enfants dans les affaires de sévices
2. Avocate de la défense pour détenus et prisonniers de conscience : pendant 20 ans, a représenté les défendeurs dans des procès politiques, y compris des militants détenus à Robben Island et dans d'autres prisons de sécurité
3. Procès constitutionnels et affaires faisant précédent :

State c. Hassim and others, Division provinciale de Natal, 1972-1973  
Procès de terrorisme :

Enlèvements en violation du droit international

Droits des accusés en ce qui concerne les déclarations faites en détention

Droits des accusés en ce qui concerne l'accès aux témoins à charge

Recours par la police à des interrogatoires illicites et valeur des témoignages obtenus dans ces conditions

Ex parte P. A. Pillay, Division provinciale de Natal, 1973

Interdiction des méthodes d'interrogatoire illicites

Droits des détenus et conditions de la détention, y compris le droit à la signification d'une ordonnance

State c. Harry Gwala and others, Division d'appel, 1978-1979

Droit international applicable aux enlèvements transfrontières commis par des agents de l'État

Valeur des témoignages des détenus – a appelé le docteur L. J. West, expert américain, à témoigner sur les effets du syndrome DDD (debility, dependency and dread) sur les détenus

Hassim and Venketrathnam c. Commissioner of prisons, Division provinciale du Cap, 1974-1975

A établi le droit des détenus de Robben Island à être jugés, à être représentés par un conseil, à travailler et à obtenir de la lecture et du matériel d'enseignement

State v. Maleka (Division provinciale de Natal) et State c. Idrasen Moodley (Division d'appel)

Contestation menée à bien de la doctrine du "but commun" dans les procès de terrorisme du milieu des années 70

State v. Xerxes Nursingh, 1994

A examiné la pertinence des sévices sexuels de l'enfance à l'égard du moyen de défense fondé sur l'automatisme sain dans les affaires de parricide – en collaboration avec un expert psychiatre américain et le California Appellate Project

4. Assesseur, 1er-15 juillet 1994, Cour suprême (Cour divisionnaire, Division locale), avec le juge par intérim C. R. Marnewick

#### Intérêts spéciaux

Conseiller juridique bénévole pour les organismes suivants :

Groupe d'appui pour les femmes victimes de sévices

Centre juridique communautaire

Dispensaire communautaire Chatsworth

Conseil scolaire Saint-Antoine

MASMOVE : étudiants noirs de première année

Administratrice, Centre de ressources juridiques

Membre du Comité de sélection, Programme de bourses d'études, Harvard-Afrique du Sud

Contribuante, Amnesty International, New York et Londres

Membre, Les juristes pour les droits de l'homme, Durban

Membre, Groupe de travail juridique, Coalition nationale des femmes

Membre, Association des juristes noirs

Communications et participation à des conférences sur les droits de l'homme :

7 novembre 1993 : Les droits de la femme, Asmara (Érythrée); Union nationale des femmes érythréennes et Fonds pour la paix, New York

27-28 novembre 1993 : Droits génésiques et politique démographique; atelier régional DAWN, Nairobi

17-18 janvier 1994 : Conférence sur les politiques sanitaires et démographiques, Rio de Janeiro

Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 1993

Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 1994

Conférence régionale africaine sur les femmes, Dakar, 1994, en prévision de Beijing, 1995

Université Harvard : Cours supérieurs pour l'obtention de la maîtrise et du doctorat en droit international des droits de l'homme/droit de la famille/droit et psychiatrie/droit et évolution économique/droit des populations autochtones

#### Publications

Coauteur de "La violence contre les femmes : droits de la femme et voies de recours" : additif sur la loi de 1993 sur la violence dans la famille.

"Le rôle d'un avocat de conscience en Afrique du Sud", Black Law Journal

Chronique juridique et articles dans Agenda Journal et DeRebus

Articles et interviews dans la presse et les revues

#### Autres fonctions

Représentante de l'Afrique du Sud, Comité consultatif international pour le Prix des droits de l'homme à la mémoire de Robert F. Kennedy, Washington, D. C. (1991-1994).

Membre, Conseil de la faculté de droit, Université de Durban Westville

Présidente, Equality Now, Organisation internationale consacrée à la promotion des droits de la femme, basée à New York

Présidente, Association des avocates, Durban, s/c Les juristes pour les droits de l'homme

Présidente, Bureau de consultation pour les femmes victimes de sévices, Université de Durban Westville

Edilbert RAZAFINDRALAMBO  
(Madagascar)

Titres universitaires

Baccalauréat ès lettres – philosophie (Antananarivo, 1940).

Certificat d'études supérieures de latin (Paris, Sorbonne, 1948).

Certificat d'études supérieures de grec classique (Paris, Sorbonne, 1948).

Certificat d'études supérieures de géographie (Institut d'études géographiques, faculté des lettres de Paris, 1948).

Licence ès lettres (faculté des lettres de Paris, Sorbonne, 1949).

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris, 1948).

Certificat de présence au cours spécial sur les techniques du droit anglais (bourse du Ministère des affaires étrangères français) organisé par l'Université de Cambridge (Royaume-Uni, 1952).

Diplôme d'études supérieures de droit romain, d'histoire du droit et de droit privé (Paris, 1950).

Doctorat d'État en droit (faculté de droit de Paris, 1955).

Activités professionnelles

1948-1960 : Avocat à la cour d'appel de Paris (France).

1951-1960 : Avocat (associé) auprès du Conseil d'État et de la Cour de Cassation, Paris.

1961 : Substitut du Procureur auprès de la Cour d'appel d'Antananarivo.

1961-1962 : Avocat général auprès de la Cour suprême de Madagascar.

1962-1967 : Président de chambre à la Cour suprême.

1967-1981 : Premier Président de la Cour suprême de Madagascar.

1962-1973 : Professeur de droit pénal à l'Université de Madagascar.

1962-1974 : Professeur de droit pénal à l'Institut des études judiciaires.

1963-1968 : Membre de la Commission malgache de codification.

1967-1981 : Membre du Conseil supérieur de la magistrature.

1975-1981 : Président de la Haute Cour de justice.

Depuis 1982 :Premier Président honoraire de la Cour suprême.

#### Activités et affiliation internationales

Membre depuis 1964 du Comité d'experts sur l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail.

Rapporteur général de ce comité depuis 1969.

Membre et rapporteur de différents groupes de travail chargés d'établir des études générales et comparatives sur les thèmes relatifs au droit international du travail.

Membre depuis 1982 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail.

Ancien Vice-Président (1983) et membre de la Commission du droit international depuis 1981, membre de son comité de rédaction depuis 1982 et Président de ce comité en 1987.

Membre de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale.

Président suppléant du Comité d'appel du personnel de la Banque africaine de développement à Abidjan depuis 1990.

Membre correspondant depuis 1982 de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), Rome.

Membre du Conseil international pour l'arbitrage commercial (ICCA) de 1982 à 1988.

Membre, avec le professeur Paul Foriers, Recteur de l'Université libre de Bruxelles, du Tribunal international d'arbitrage présidé par le doyen René Roblot de l'Université de Nancy, dans l'affaire Société belge de réalisations industrielles (SOBERI) c. État malgache (Paris, 1974-1975).

Chef de la délégation malgache à la Conférence des plénipotentiaires sur le droit des traités (Vienne, 1969).

Chef du groupe d'experts malgaches lors des négociations franco-malgaches pour la révision des accords de coopération générale (Paris, 1973).

Membre, avec le Président Pierre Mendès-France, du Tribunal d'arbitrage international présidé par le professeur Roberto Ago de l'Université de Rome, dans l'affaire des Grands moulins de Dakar c. État malgache (Genève, 1970-1972).

Membre du Tribunal d'arbitrage créé dans le cadre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) dans l'affaire Société Ltd. Benvenuti et Bonfante Sari c. Gouvernement de la République populaire du Congo (Paris, 1978-1980).

Membre du Tribunal d'arbitrage institué par la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale dans l'affaire E. E. M. c. République malgache (Genève, 1979-1981).

Membre du Tribunal d'arbitrage institué par cette même Cour dans l'affaire AGIP c. République malgache et Solila (Paris, 1979-1980).

Arbitre auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Arbitre auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale, 1970-1981).

Ancien Président de l'Association nationale des étudiants malgaches en France (Paris, 1947-1948).

Président de la Société malgache des études juridiques.

Délégué au Séminaire des Nations Unies sur les recours judiciaires et autres à l'encontre des abus de pouvoir administratif (Stockholm, 1962); titulaire d'une bourse de la Division des droits de l'homme du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (Stockholm, juillet à septembre 1962).

Ancien collaborateur au Journal du droit international (Clunet, Paris).

Depuis 1968, membre du Comité de rédaction de la revue judiciaire et politique Indépendance et coopération (Paris).

Président de commission au Congrès des juristes de langue française (Dakar, 1967).

Membre de la Demonstration Trial International Court of Justice pour l'affaire de l'exploitation minière des fonds marins (Conférence mondiale de Manille de la paix par le droit, 21-26 août 1977).

Membre de la délégation malgache et représentant de Madagascar à la Sixième Commission (juridique) aux trente-deuxième à trente-sixième, quarante et unième et quarante-sixième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1986 et 1991).

Membre de l'American Society of International Law.

Membre de l'Association mondiale des magistrats (Genève).

Président national pour Madagascar du centre de la paix mondiale par le droit.

Membre du Conseil des experts du Centre de la paix mondiale par le droit.



Correspondant national pour l'étude internationale des principales tendances de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines (sciences juridiques) (UNESCO, mai à juillet 1972).

Membre de la Commission Board for International Due Process of Law (Chicago, États-Unis).

Membre de l'Association internationale du barreau (IBA) (Londres).

Membre de l'International Ombudsman Institute (Alberta, Canada).

Délégué à la deuxième Conférence internationale des juges de Hautes Cours (Sydney, mai 1980).

Membre de l'Association internationale du droit pénal (Syracuse).

Participant à la Conférence nationale organisée par the National Advisory Council for Minorities on Criminal Justice (Washington, D.C., octobre 1980).

Délégué au deuxième Séminaire du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investisseurs (Rome, janvier 1982).

Rapporteur général de la Commission du droit international (1992).

Membre du Groupe de travail chargé de l'élaboration du statut de la Cour criminelle internationale.

Participant à la Conférence organisée par la Fondation pour la création de la Cour criminelle internationale et pour le droit international pénal à Talloires (mai 1991).

Participant à la Conférence internationale pour la création du Tribunal pénal international chargé de l'application du droit international pénal et des droits de l'homme, tenue à Syracuse (décembre 1992).

#### Principales publications

Étude comparée sur le flagrant délit en droit français, anglais et tchécoslovaque. Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, 1955.

Le système suédois de contrôle de l'administration et de la justice, ONU, 1962.

La procédure civile malgache. Cours photocopié. Faculté de droit, Antananarivo, 1963.

Jurisprudence malgache en matière de droit international privé, Journal du droit international, No 1, 1964.

La Cour suprême malgache, Recueil Penant (Paris), No 722 (octobre, novembre et décembre 1968).

L'Ombudsman et la protection des droits de l'homme, Revue sénégalaise de droit (Dakar), 1er novembre 1967.

Le droit pénal spécial malgache. Cours photocopié. Faculté de droit, Antananarivo, 1974.

Étude comparative du droit malagasy, Bulletin de Madagascar, No 220 (septembre 1964).

Problèmes relatifs à la formation et à la nomination des magistrats (Communication à l'Assemblée mondiale des magistrats), Genève, juillet 1967.

Le rôle des tribunaux dans la protection des droits de l'homme et dans la politique du développement (Séminaire des juristes africains de langue française organisé par la Commission internationale de juristes, Dakar, 1978). Revue sénégalaise de droit, décembre 1977.

Le rôle des juges dans les pays en développement (deuxième Conférence internationale des juges de Hautes Cours, Sydney, 1980).

Le CIRDI et le point de vue du tiers monde (colloque CIRDI/UNIDROIT, janvier 1982).

La codification des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (douzième Congrès de l'Association internationale des juristes démocrates, octobre 1984).

L'océan Indien et la notion de zone de paix (Cercle des juristes internationaux, Genève, mai 1985).

Mondialisation, indivisibilité et historicité des droits de l'homme, Revue internationale de droit contemporain (Bruxelles), No 2, 1987.

Les normes impératives du droit international et le droit international coutumier : déclaration faite à la Conférence internationale sur l'individu et la loi dans le monde contemporain (Léningrad, décembre 1987).

Problèmes posés par l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme : Conférence internationale sur le bicentenaire de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Paris, UNESCO, 9 au 11 mars 1989.

Les immunités juridictionnelles des fonctionnaires internationaux : Séminaire de droit international organisé sous les auspices de la Commission du droit international (Genève, 15 juin 1989).

#### Distinctions honorifiques

Grand Officier de l'Ordre national malgache.

Officier de l'Ordre national du Mérite français.

Officier de l'Ordre du Croissant vert comorien.

William Hussein SEKULE  
(République-Unie de Tanzanie)

Né en juin 1944 en République-Unie de Tanzanie. Marié, avec des enfants.

Études

LL.B., Université d'Afrique orientale, Université de Dar es-Salaam, 1970.

A aussi participé 1) à des séminaires d'études, surtout de caractère professionnel, et 2) à des programmes de formation pour cadres de haut niveau à l'Institut du développement, Msumbe (République-Unie de Tanzanie), en octobre 1986.

Fonctions/nominations

Procureur, Procureur supérieur et Procureur principal du 21 mars 1970 au 23 octobre 1979 auprès du Procureur général.

Directeur du ministère public en République-Unie de Tanzanie du 23 octobre 1979 au 6 avril 1987.

Juge à la Haute Cour de Tanzanie, 6 avril 1987.

Autres nominations

Membre du Conseil de faculté, faculté de droit, Université de Dar es-Salaam, de 1978 à 1987.

Membre de la Commission de la police et du Service pénitentiaire, de 1978 à 1987.

Séminaires et réunions à l'étranger

Sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Caracas, août-septembre 1980; chef de la délégation de la République-Unie de Tanzanie.

Réunion préparatoire régionale africaine pour le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Addis-Abeba, novembre 1983; chef de la délégation de la République-Unie de Tanzanie et l'un des vice-présidents de la réunion.

Trente-neuvième session de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, Genève, 1983; chef adjoint de la délégation de la République-Unie de Tanzanie.

Quarantième session de la Commission des droits de l'homme, Genève, 1984; chef adjoint de la délégation de la République-Unie de Tanzanie.

Voyage d'études de cinq semaines consacré au système juridique américain, États-Unis (effectué sous les auspices de Crossroads Africa), octobre-novembre 1984.

Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Milan (Italie), 26 août-septembre 1985; chef de la délégation de la République-Unie de Tanzanie.

Réunion des ministres de la justice du Commonwealth, Harare, 26 juillet-1er août 1986.

Anne Marie STOLTZ  
(Norvège)

Née le 22 juillet 1941 à Toronto, Canada. Mariée, deux enfants adultes.

Éducation professionnelle

- 1966 : Diplôme en droit (candidatus juris) à l'Université d'Oslo (laudabilis). Spécialisation : droit international public et droit international privé.
- 1983 : École supérieure d'administration, Oslo.

Expérience professionnelle

- 1966-1968 : Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères.
- 1968-1969 : Juge adjoint au Tribunal de première instance à Oslo.
- 1969-1971 : Conseiller juridique à la préfecture du département de Østfold.
- 1971-1976/ : Avocat à Moss.  
1985-1989
- 1979-1985 : Chef du bureau auprès du médecin en chef du Service de la santé publique, Østfold.
- Depuis 1989 : Juge au tribunal de grande instance et tribunal correctionnel à Moss. Assesseur au siège de la cour d'assise à Oslo – cas de viol, vol à main armée, assassinat, actes de violence grave.
- Depuis 1992 : Président de la Commission d'enquête pour le traitement de maladies mentales.

Associations professionnelles

Association nationale des magistrats, Oslo.

Association nationale d'avocats, Oslo.

- 1979-1981 : Membre du Conseil d'administration de la Banque Christiania Bank and Kreditkasse, Oslo.
- 1983-1990 : Membre du Conseil d'administration de la Banque Den Norske Creditbank, Oslo.

Membre du Conseil de surveillance de la Société anonyme factoring Finans, Oslo.

Acceptée comme stagiaire auprès du Conseil de l'Europe, affaires juridiques, droits de l'homme, Strasbourg, à partir de septembre 1995.

Langues : anglais et français (la mère est française).

Jiri TOMAN  
(République tchèque/Suisse)

Date de naissance : 5 novembre 1938  
Lieu de naissance : Prague  
Nationalité : Tchèque/suisse  
Adresse : 5, rue des Pervenches, 1227 Genève-Carouge  
Nos de téléphone : (022) 343 92 84 (personnel)  
(022) 731 53 10 (bureau)

Connaissances linguistiques

Très bonne connaissance du français, de l'anglais, du russe, du tchèque et du slovaque. Depuis 1973, maître de conférence à l'École de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève. Traducteur assermenté pour la République et le canton de Genève (russe, tchèque et slovaque).

Connaissance de base de l'allemand, de l'espagnol, de l'italien et de diverses langues slaves (polonais, bulgare et serbo-croate).

Éducation

1965-1970 Institut supérieur d'études internationales, Université de Genève. Doctorat en sciences politiques, 1981.

1963-1964 Université internationale de sciences comparées, faculté de droit comparé, Luxembourg. Diplôme de droit comparé, 1964.

1956-1961 Université Charles, École de droit, Prague. Diplôme d'études juridiques internationales, 1961. JUDr (Juris Utriusque Doctor) 1966. Doctorat du troisième cycle de sciences juridiques, 1966-1967.

Activités professionnelles actuelles

Institut Henry-Dunant, 114 rue de Lausanne, 1202 Genève.

Directeur par intérim en 1986-1987 et depuis 1992. L'Institut Henry-Dunant est le centre de recherche, de formation et de publication du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ses activités sont axées sur le droit humanitaire international; l'histoire, l'action et les principes fondamentaux de la Croix-Rouge; et d'autres questions humanitaires contemporaines. L'Institut accueille des chercheurs, des professeurs, des étudiants ainsi que des membres et des bénévoles des sociétés nationales du monde entier.

Fonctions antérieures : Directeur adjoint, 1979-1992; Directeur de recherche, 1972-1979; chargé de recherche, 1969-1972.

Activités professionnelles antérieures

Nations Unies

- 1983-1988 UNESCO, Paris. Consultant. Ouvrages publiés : "Le mandat de l'UNESCO dans la mise en oeuvre de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé", étude établie par le Comité d'experts de l'UNESCO, Genève, septembre 1983; "La protection des biens culturels en cas de conflit armé : projet d'un programme d'action". Étude et commentaire, document interne de l'UNESCO, 1983; "Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé", commentaire, 1988.
- 1986 Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, Genève. Consultant. A préparé des études sur : 1) le droit de quitter tout pays, y compris le sien; 2) la portée et l'effet des restrictions visées au paragraphe 3 de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques; et 3) le droit d'entrer dans un autre pays. Voir résolution 1985/29 de la Sous-Commission et résolution 1984/37 de la Commission des droits de l'homme.
- 1985-1986 UNDRO, Genève.
- 1983 A préparé une étude sur la prévention des catastrophes et la planification préalable en droit international, qui est un registre annoté des conventions multilatérales pertinentes, avec mention de leur état. A mené l'étude et a rédigé le projet de convention sur l'accélération de l'acheminement des secours d'urgence, qui a été adopté par un groupe de travail officieux, septembre 1983 (A/39/267/Add.2-E/1984/96/Add.2).
- 1968 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève. Administrateur adjoint de 1re classe pour les affaires économiques, CNUCED. A étudié l'organisation du commerce extérieur dans les pays d'Europe orientale. A fait des recherches sur des problèmes juridiques et institutionnels du système des paiements multilatéraux.

Expérience universitaire

- 1989, 1982 Santa Clara University, Santa Clara, Californie. Professeur invité de droit, École de droit. Cours enseignés : droit international, droit de l'homme et droit humanitaire.
- 1984 George Washington University, Washington, D. C. Professeur invité de droit, Centre de droit national. A enseigné le droit public international.
- 1977-1980 Université de Franche-Comté, Besançon (France). Maître de conférence à l'École de droit et de sciences économiques. A enseigné le droit humanitaire international.

- 1968-1969 Institut africain, Université de Genève. Maître de conférence en droit international et relations internationales, Institut universitaire d'études sur le développement. A donné des cours de droit international et d'histoire des relations internationales.
- 1964-1968 Université du 17 novembre, Prague. Professeur adjoint de droit international.
- 1964-1966 École de droit de l'Université Charles, Prague. Professeur adjoint de droit international. Assistant, Département de l'histoire du droit et du droit international (1958-1962).
- 1962-1970 École de sciences économiques, Prague. Professeur adjoint en droit international et comparé (1964-1970); dans le Département de droit économique, spécialisation en droit international et comparé (1962-1964).

A également donné des cours dans les universités suivantes : Cambridge, Oxford, Pise, Uppsala, Virginia, Yale, etc.

#### Recherches

- 1972-1985 Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France). Groupe d'étude sur le droit humanitaire international dans le cadre des séries de cours sur les droits de l'homme.
- 1976-1982 Hoover Institute on War, Revolution and Peace, Stanford, Californie. Spécialiste invité. A étudié la Russie et le droit de la guerre.
- Automne 1976 United States Library of Congress, Washington, D. C. Spécialiste invité. Recherche sur la Russie et le droit de la guerre.
- Été 1979 École de droit de Harvard, Cambridge, Massachusetts. Spécialiste invité, Centre juridique international. A dirigé la recherche sur le droit humanitaire international.
- 1973-1974 Académie de droit international, La Haye. Spécialiste invité. Thèmes de recherche : l'équité en droit international : les conflits armés non internationaux.

#### Séminaires dirigés

Séminaires africains sur le droit humanitaire international, Yaoundé, 1986, 1983, 1981, 1979, 1977.

Séminaires à l'intention des chefs d'administration pénitentiaire, Harare, 1988; Messine (Sicile), 1985.



Séminaires organisés en Amérique latine sur le droit humanitaire international et le règlement des conflits internationaux : Mexico, 1985; Panama, 1984; Tampa (Floride), 1982; Quito (Équateur), 1981; San Juan (Porto Rico), 1979.

Séminaire européen organisé à l'intention des chefs d'administration pénitentiaire, Messine (Sicile), 1989.

Cours de formation de cadres au Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes, Institut asiatique de technologie, Bangkok. Séries de conférences sur les aspects juridiques des catastrophes naturelles et techniques, 1987.

Séminaire du Service d'information de l'ONU, Genève. Conférences sur le règlement pacifique des différends, 1982.

Séminaire de l'Académie mondiale de la paix à l'intention de la FUNU, Vienne, juillet 1981 (maître de conférence).

#### Associations professionnelles

##### Direction de publications

Human Rights Quarterly: A Comparative Journal and International Journal of Social Sciences, Humanities and Law, Baltimore, Maryland; membre du Comité de rédaction depuis 1982.

International Legal Materials, Société américaine de droit international, Washington, D. C.; rédacteur correspondant.

INTERPHIL-Conférence internationale pour l'étude et l'encouragement de la philanthropie, Yalding, Kent, Royaume-Uni; correspondant pour la Suisse.

Terrorism: An International Resource File; membre du Conseil consultatif.

Terrorism, An International Journal, Washington, D. C.; rédacteur associé depuis 1977.

University Microfilms International; conseiller scientifique.

##### Affiliations

American Political Science Association  
Société américaine de droit international  
Association d'interprètes et de traducteurs  
Human Rights Internet, Harvard School of Law, Cambridge, Massachusetts  
International Association of Criminal Law  
Association interaméricaine des avocats, Coprésident du Comité I, chargé du droit international public et privé  
Association internationale des bibliothèques juridiques  
Centre international de recherches et études sociologiques, pénales et pénitentiaires, Université de Messine, membre fondateur; membre du Conseil d'administration et du Conseil scientifique depuis 1977

## Publications

### Livres

National Red Cross and Red Crescent Societies' Social Welfare Work for Prisoners and Their Families. Overview and Evaluation of National Societies' social welfare work in prisons according to the replies to the questionnaire sent to National Red Cross and Red Crescent Societies (Genève, Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge en coopération avec l'Institut Henry-Dunant, 1990). Également paru en français et en espagnol.

International Dimensions of Humanitarian Law (Genève/Paris/Dordrecht, Institut Henry-Dunant/UNESCO/Martinus Nijhoff Éditeurs, 1988). Rédacteur des versions anglaise, française et espagnole.

The Spirit of Uppsala. Proceedings of the Joint UNITAR-Uppsala University Seminar on International Law and Organization for a New World Order (JUS 1981), Uppsala, 9-18 juin 1981 (Berlin, Walter de Gruyter, 1984). Édité en coopération avec Atle Grahl-Madsen.

Les pays socialistes et le droit des conflits armés. Études des suggestions des pays socialistes et de la doctrine de droit international concernant le développement futur du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. Étude préparée pour la Commission indépendante sur les questions humanitaires. Genève, septembre 1983. Publié en anglais sous le titre "The Socialist Countries and the Laws of Armed Conflict, dans Modern Wars. The Humanitarian Challenge. A Report for the Independent Commission on International Humanitarian Issues. (Londres, Zed Books Ltd., 1986), p. 158-175. Publié en français sous le titre "Les pays socialistes et le droit des conflits armés" dans La guerre aujourd'hui - Défi humanitaire. Rapport de la Commission indépendante sur les questions humanitaires (Paris, Berger-Levrault, 1986), p. 239-263. Publié en russe sous le titre "Sotsialisticheskie strany i zakony vooruzhennykh konfliktov" dans Sovremennye voiny-gumanitarnye problemy. Doklad dlya Nezavisimoi Komissii po mezhdunarodnym gumanitarnym voprosam (Moskva, Mezhdunarodnye otnosheniya, 1988), p. 201-222.

The Classics of International Law : Réédition de collections du Carnegie Endowment for International Peace initialement parues sous la direction de James Brown Scott (1911-1950). Ouvrages publiés : E. de Vattel, Le droit des gens ou principes de la loi naturelle, 3 volumes, (Genève, Éditions Slatkine, Institut Henry-Dunant, 1983).

Bibliography of International Humanitarian Law Applicable in Armed Conflicts (Genève, CICR, Institut Henry-Dunant, 1980). Établie en coopération avec Huynh Thi Huong.

International Humanitarian Law. Basic Bibliography. (Genève, Institut Henry-Dunant, 1979, 2e éd., 1986). Établie en coopération avec Huynh Thi Huong.

The Laws of Armed Conflicts. A Collection of Conventions, resolutions and other documents. (Leyde, A. W. Sijthoff, 1973; 2e éd., Alphen aan den Rijn, Sijthoff et Noordhoof, 1981; 3e éd., Dordrecht, Martinus Nijhoff éditeurs, 1988). Édité en collaboration avec le professeur Dietrich Schindler. Traduction française en préparation.

Index of the Geneva Conventions for the Protection of War Victims of 12 August 1949. (Leiden, A. W. Sijthoff, 1973). Traduit en coréen par Eun.Bum Choe et Tong-Keum Chu et publié par l'Institut de droit humanitaire de la Société de la Croix-Rouge de la République de Corée (Séoul, 1976). Deuxième édition, 1987, publiée sous le titre Index of International Humanitarian Law. Revised and extended edition of Jiri Toman's Index of the Geneva Conventions for the Protection of War Victims of 12 August 1949, W. A. Solf et J. A. Roach, eds. (Washington College of Law, The American University); Genève, Comité international de la Croix-Rouge, 1987).

Bibliographie sélective sur la violence et les actes de terrorisme (Genève, Institut Henry-Dunant, 1976).

Flash information on ninety-four countries-Demographic, economic, health and cultural indicators (édité en coopération avec M. V. Segesvary (Institut Henry-Dunant, Genève, 1970).

Ekonomická encyklopedie [Economic Encyclopedia] (Prague, Svoboda, 1972), 2 volumes. Articles on international Law.

Uvod do mezinárodního práva veřejného [Introduction au droit public international], 2 volumes. (Prah, Statní pedagogické nakladatelství, 1968. Manuel d'enseignement pour l'École de sciences économiques et l'école de sciences sociales de l'Université du 17 novembre. Traduit et publié en anglais sous le titre Introduction to international Law, 2 volumes. (Prague, Statní pedagogické nakladatelství, 1970-1971; traduit et publié en français sous le titre Introduction au droit international public, 2 volumes (Prague, Statní pedagogické nakladatelství, 1970-1971).

Dokumenty z mezinárodního práva a politiky [Documents sur le droit international et la politique], 2 volumes. (Prague, Nakladatelství politické literatury, 1965) assistant de l'éditeur, le professeur Vladimír Outrata.

Kompetence mezinárodního soudního dvora v případě leteckého nestestí v roce 1955 mezi Izraelem a Bulharskem [La compétence de la CIJ dans l'affaire de l'accident d'aviation du 27 juillet 1955, Israël c. Bulgarie. En tchèque avec résumé en anglais] (Studie z mezinárodního práva, Praha, Vydavatelství Československé Akademie Ved, 1964).

Kurs hospodarského práva Vysoké školy ekonomické [Manuel de droit économique, école de sciences économiques] (Statní pedagogické nakladatelství, Prague, 1963). Chapitres concernant l'administration de la justice en Tchécoslovaquie et le copyright.

Manuel de la terminologie juridique française (Statni pedagogické nakladatelství, Prague. 1re éd., 1959; 2e éd., 1962; 3e éd., révisée et complétée, 1964).

La protection des biens culturels en cas de conflit armé. Commentaire de la Convention et du Protocole de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé ainsi que d'autres instruments de droit international relatifs à cette protection. Paris, Éditions UNESCO, 1994. (Collection Patrimoine mondial), la traduction anglaise sera publiée en 1995 par Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht (Pays-Bas).

#### Rapports et études

"Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Commentaire" à la demande de l'UNESCO, 1988.

Analyse des tendances actuelles et des faits nouveaux concernant le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, et concernant quelques autres droits ou questions qui en découlent. Rapport final préparé par M. C. L. C. Mubanga-Chipoya, ONU. Commission des droits de l'homme, Sous-Commission de la lutte contre la discrimination et de la protection des minorités, 20 juin 1988 (E/CN.4/Sub.2/1988/35). Consultant du Rapporteur.

Analyse des tendances actuelles et des faits nouveaux concernant le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, et concernant quelques autres droits ou questions qui en découlent. Première partie du rapport final (E/CN.4/Sub.2/1987/10). Consultant du Rapporteur.

"La protection des biens culturels en cas de conflit armé. Projet d'un programme d'action" (Étude et commentaire); document interne de l'UNESCO, 1983.

"Le mandat de l'UNESCO dans la mise en oeuvre de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé". Étude préparée pour un comité d'experts de l'UNESCO. Genève, septembre 1983.

"Convention sur l'accélération de l'acheminement des secours d'urgence. Étude de faisabilité et projet de convention" (Genève, 1983).

"Le Sud-Ouest africain et la Société des Nations. Chapitre 2 dans le recueil des documents relatifs à l'histoire juridique de la Namibie". Document de la Conférence des Nations Unies sur la Namibie. Dakar, janvier 1976 (ronéographié).

"Les Conventions de Genève et le terrorisme". Rapport présenté au Symposium international sur le terrorisme et les crimes politiques. Syracuse, 1973.

"Recours à l'équité dans le règlement des litiges nés du conflit armé international". Rapport présenté au Centre de recherche de l'Académie de droit international de La Haye. Genève, 1973 (ronéographié).

"Droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. Étude de droit comparé des pays socialistes européens (à l'exception de l'URSS et de la Yougoslavie)". Rapport pour le Colloque d'Uppsala sur le droit de quitter tout pays et de revenir dans son pays, 1972 (ronéographié).

#### Articles et chapitres

Quasi-legal standards and guidelines for protecting the human rights" in Guide to International Human Rights Practice (2e éd.), p. 192 à 210. Édité pour le Procedural Aspects of International Law Institute en collaboration avec l'International Human Rights Law Group par Hurst Hannum (Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1992).

"Developing an international policy against terrorism" dans International Terrorism: Policy Implications, Susan Flood, éd. (Chicago, Office of International Criminal Justice, University of Illinois à Chicago, 1991), p. 111 à 129.

"Protection of human life and dignity by the Red Cross in time of peace: law and policy", dans Le onzième Séminaire sur le droit humanitaire international sur la protection de la vie et de la dignité, 28 octobre 1990 (Séoul, Press Center, Humanitarian Law Institute, 1991), p. 12 à 28.

"Disaster relief operations and law" dans International Geneva Yearbook 1990. Organization and activities of international institutions in Geneva (Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1990), p. 70 à 88.

"La protection des biens culturels en cas de conflit armé non international" dans Im Dienst an der Gemeinschaft. Festschrift für Dietrich Schindler Zum 65. Geburtstag, Walter Haller, Alfred Kölz, Goerg Müller et Daniel Thürer, éd. (Bâle/Francfort sur le Main, Verlag Helbing et Lichtenhahn, 1989 sur l'aide humanitaire), p. 311 à 339.

"Towards a disaster relief law. Legal aspects of disaster relief operations", dans Assisting the Victims of Armed Conflict and Other Disasters. Exposés faits en période de conflit en vue de la Conférence internationale de La Haye, 22-24 juin 1988. Edité par Frits Kalshoven (Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1989), p. 181 à 199.

"La protezione dei beni culturali in caso di conflitto armato", dans Ricerca sulla diffusione e lo stato di applicazione della Convenzione dell'aya del 1954 nella Realta' italiana. Introduzione a cura di Massimo Carcione (Torino, Club Unesco di Torino, 1989), p. 14 à 25.

"The plans of the International Red Cross in the event of emergency situations", dans Xth International Course of Higher Specialization for Police Forces, under the High Patronage of His Majesty the King of the Belgians. Egmond Palace, Brussels, 29 September-10 October 1987. Emergency situations: Powers and Responsibilities of the Police Forces; Human Rights (Bruxelles, INBEL, 1988), p. 169 à 177.

"Seminar for heads of penitentiary administrations of the African countries". Introduction à Quaderni dell'Ufficio Studi Ricerche e Documentazione della Direzione Generale per gli Istituti di prevenzione e pena (Rome, 1988), vol. 22 : Prigione in Africa. Prison in Africa. Prison en Afrique. Atti del I Seminario per i Capi delle Amministrazioni Penitenziarie del Paesi Africani. Messina, 17-22 juin 1985, p. 3 à 7.

"La conception soviétique du conflit armé non international", dans Volkerrecht im Dienste des Menschen. Festschrift für Hans Haug, Yvo Hangartner et Stefan Trechsel, éd. (Berne, Paul Haupt, 1986), p. 309 à 335.

"La protection des biens culturels dans les conflits armés internationaux : cadre juridique et institutionnel" dans Studies and essays on international Humanitarian Law in honour of Jean Pictet (Genève - La Haye, CICR/Martinus Nijhoff Publishers, 1984), p. 559 à 580.

"Quasi-legal standards and guidelines for protecting the human rights of detained persons" dans Guide to International Human Rights Practice, Hurst Hannum, éd. (International Human rights Law Group, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1984), p. 200 à 219.

"The right to leave and to return in Eastern Europe", dans 5 Israeli Yearbook on Human Rights, 1975, p. 276 à 321. Réimprimé dans The Right to leave and to return, Papers and Recommendations of the International Colloquium, Uppsala, Suède, 19-20 juin 1972. Édité par Karel Vasak et Sidney Liskofsky avec le concours de Stephen P. Marks, Jan Axesson et Thomas A. McCarthy (Ann Arbor, University Microfilms International, 1976), p. 119 à 169.

"Conception soviétique des guerres de libération nationale" dans Current Problems of International Law. Essays on UN Law and on the Law of Armed Conflicts, Antonio Cassese, éd. (Milan, A. Giuffrè, 1975), p. 355 à 375.

"Terrorism and the regulation of armed conflicts", in Terrorism and Political Crimes, Cherif Bassiouni, éd. (Springfield, C. C. Thomas Publisher, 1975), p. 133 à 154.

#### Divers

"Opinion on the scope of national obligation for former prisoners of war due to failure or infringement of opposing enemies. A personal opinion elaborated at the request of the All Japanese Captives Association (Zen Yokkyo) for the Tokyo District Court. Bulletin of Zenyokkyo (Tokyo), décembre 1986, p. 2 à 24 (en japonais).

Editor, 51 Revista Juridica de la Universidad de Puerto Rico (1982), Actas del Seminario sobre el derecho internacional humanitario, 27 al 30 de Agosto de 1979, San Juan, Puerto Rico, p. 189 à 374.

Publications en préparation

Le droit des conflits armés. Recueil des conventions, résolutions et autres documents. Édité en collaboration avec Dietrich Schindler, professeur de droit international. Sera publié par le CICR et l'Institut Henry-Dunant en 1994.

Lloyd George WILLIAMS  
(Jamaïque/Saint-Kitts-et-Nevis)

Date de naissance : 16 juin 1927

Lieu de naissance : Kingston (Jamaïque)

Adresse : B.P. 53, Frigate Bay, Basseterre,  
Saint-Kitts (Antilles)

Téléphone personnel : (809) 465-3163

Nationalité : Double nationalité : Jamaïque et Saint-Kitts-et-Nevis

Scolarité

Rusea's High School, Lucea, Jamaïque.

Excelsior High School, Kingston, Jamaïque.

Fisk University, Nashville, Tennessee (États-Unis), 1949-1950.

McGill University, Montréal (Canada), 1950-1952.

École de droit des Inns of Court, the Honourable Society of the Middle Temple, 1954-1957.

Académie de droit international de La Haye, 1958.

Certificat de l'École de Cambridge, 1948, deuxième classe, dispense d'inscription.

Utter Bar, février 1958.

Examen de fin d'études de droit, Conseil de l'enseignement du droit, Londres, 1958.

Situation de famille

Marié, deux enfants – une fille adulte et un jeune fils.

Fonctions exercées

Représentant des élèves, Excelsior High School, Kingston, 1948.

Trésorier, Union des étudiants antillais, Londres, 1956-1957. Premier Vice-Président, 1957-1958.

Président de la Commission d'enquête sur les affaires du Conseil paroissial de Portland (Jamaïque), 1963 (enquête sur les affaires financières du Conseil paroissial de Portland qui a abouti à la dissolution du Conseil).



Président du Département des permis pour les transports ruraux, 1962-1967, chargé de : a) superviser tous les aspects des transports ruraux et délivrer des permis d'exploitation (c'est-à-dire des permis de transport, omnibus et exprès pour toute la Jamaïque); b) délivrer tous les permis de taxi et de véhicule de louage pour toute la Jamaïque et c) retirer des permis et veiller au bon fonctionnement des services.

Président du Comité d'inspection de l'administration pénitentiaire chargé de : a) s'occuper des conditions générales dans la prison et de leurs effets sur les détenus; b) examiner les plaintes des prisonniers et veiller à leur bien-être général; c) prévoir des installations de loisirs, de la lecture, etc.

Membre du Comité de réforme du droit pénitentiaire : Comité chargé de formuler des recommandations concernant la réforme de la loi régissant les prisons.

Président du Service des licences pour les agences de l'emploi, s'occupant de : a) délivrer des licences aux agences de l'emploi; b) retirer ou ne pas renouveler ces permis; c) enquêter sur les plaintes formulées contre ces agences par le grand public et prendre, le cas échéant, les mesures voulues.

Arbitre des conflits du travail chargé d'étudier les différends entre les parties, formuler des conclusions qui s'imposent et statuer en conséquence.

Président du Service de supervision des plages, 1969-1972 : cet organe est compétent pour a) superviser toutes les plages publiques et privées de la Jamaïque; b) délivrer des permis aux hôtels et autres organisations ainsi qu'aux particuliers pour l'exploitation d'installations balnéaires le long des côtes; c) approuver ou rejeter tous les plans concernant les constructions à moins de 100 mètres de la plage; d) autoriser la construction d'installations publiques sur les plages publiques; et e) veiller à la prévention de l'érosion des plages (enlèvement du sable, etc.).

Premier Vice-Président, Jaycees, Jamaïque (section de Kingston), 1966-1967.

### Emploi

A travaillé à son compte de 1959 à juin 1978 comme avocat en Jamaïque, au pénal comme au civil (clientèle très diverse).

A agi en diverses occasions comme ministre public en Jamaïque.

Directeur du Ministère public à Antigua de juin 1978 à juin 1982.

Adjoint du Procureur général à Antigua, de juin à décembre 1982, où il a été nommé juge à la Haute Cour.

Juge à la Haute Cour de la Cour suprême des Antilles orientales de janvier 1983 à juin 1992, ayant alors atteint l'âge de la retraite.

/...

A souvent siégé à la Cour d'appel comme suppléant, une fois pendant près d'un an.

#### Formation professionnelle

Élève au cabinet de King Hamilton, Q.C., avec Norman Higgins; Temple, Londres.

#### Expérience professionnelle du droit

Barreau anglais.  
Barreau jamaïcain.  
Barreau des Caïmanes.  
Barreau d'Antigua.

#### Organisations professionnelles

Membre du Barreau anglais.  
Membre du Barreau jamaïcain.  
Membre du Barreau d'Antigua.

#### Affiliations

Ancien membre de l'Union des étudiants des Antilles.  
Ancien Jaycees.  
Appartenance à divers clubs à vocation sociale.  
Nommé Queens Counsel en juin 1981.

#### Références

L'honorable M. Edward Zacca, Chief Justice de la Jamaïque, cabinet du Chief Justice, Cour suprême, rue King, Kingston, Jamaïque.

L'honorable Tapley Seaton, C.V.O., Q.C., procureur général, St-Kitts-et-Nevis, bureaux du Gouvernement, Basseterre, St-Kitts.

#### Religion

Méthodiste

#### Activités de loisir

Tennis, bicyclette, marche à pied, natation, musique, lecture et échecs.

#### Conférences

A assisté à de nombreuses conférences de droit international ainsi qu'à des conférences de chambres de commerce.